

Contribution des institutions de micro financement à l'agriculture  
familiale dans la zone de l'Office du Niger au Mali. (*Contribution of  
microcredit institutions to family farming in the Niger office area of  
Mali*)

Yénizié Koné, Betty Wampfler, Jean-François Bélières

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Koné Yénizié, Wampfler Betty, Bélières Jean-François. Contribution des institutions de micro financement à l'agriculture familiale dans la zone de l'Office du Niger au Mali. (*Contribution of microcredit institutions to family farming in the Niger office area of Mali*). In: Bulletin de l'Association de géographes français, 86e année, 2009-2 ( juin). Regards croisés sur l'Ethiopie / Systèmes de production et durabilité dans les pays du Sud. pp. 258-270;

doi : <https://doi.org/10.3406/bagf.2009.2670>

[https://www.persee.fr/doc/bagf\\_0004-5322\\_2009\\_num\\_86\\_2\\_2670](https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2009_num_86_2_2670)

---

Fichier pdf généré le 25/04/2018

## **Abstract**

In Mali as in most developing countries, farm credit which used to be offered by public development companies is now in the hands of private actors, among them microcredit institutions. However, the durability of these institutions still remains a major challenge, to be fulfilled with the production systems on which they rest. In the irrigated area of the Niger office, located 350 kilometers north of Bamako, the national capital of Mali, microcredit organisms as well as farm households are severely impacted by the perverse effects of risks linked with agricultural activities and the consequences of a widespread deterioration of the production conditions in recent years. Mediocre harvests have contributed to a decline in the loan reimbursement capacity of many farming households. This situation creates vivid tensions between credit providers and recipients during the repayment period. The financing system remains very fragile and does not offer yet security to loan providers and borrowers alike, even though it is vital to sustain the policy of extension of farmland initiated by the government of Mali.

## **Résumé**

Au Mali comme dans la plupart des pays en développement, le crédit agricole autrefois assuré par les sociétés publiques de développement est désormais confié à des acteurs privés parmi lesquels les institutions de micro finance. Cependant, la pérennisation de ces institutions reste encore un défi majeur à relever en liaison avec celle des systèmes de production sur lesquels elles reposent. Dans la zone irriguée de l'Office du Niger, située à 350 km au Nord est de Bamako la capitale du Mali, les institutions de micro finance comme les ménages agricoles, subissent de plein fouet les effets pervers des risques liés à l'activité agricole et les conséquences d'une dégradation générale des conditions de production au cours des dernières années. Les mauvaises récoltes ont contribué à une dégradation de la capacité de remboursement des ménages agricoles. Cette situation crée d'énormes tensions entre les offreurs et demandeurs de crédit pendant la période de remboursement. Le système de financement reste très fragile et ne sécurise pas encore ni les offreurs ni les demandeurs de crédit, alors qu'il est vital pour soutenir la politique d'extension des terres aménagées initiée par le gouvernement malien.

# ***Contribution des institutions de micro financement à l'agriculture familiale dans la zone de l'Office du Niger au Mali***

(CONTRIBUTION OF MICROCREDIT INSTITUTIONS TO FAMILY FARMING IN THE NIGER OFFICE AREA OF MALI)

**Yénizié KONÉ\*, Betty WAMPFLER\*\* & Jean-François BÉLIÈRES \*\*\***

RÉSUMÉ - *Au Mali comme dans la plupart des pays en développement, le crédit agricole autrefois assuré par les sociétés publiques de développement est désormais confié à des acteurs privés parmi lesquels les institutions de micro finance. Cependant, la pérennisation de ces institutions reste encore un défi majeur à relever en liaison avec celle des systèmes de production sur lesquels elles reposent. Dans la zone irriguée de l'Office du Niger, située à 350 km au Nord est de Bamako la capitale du Mali, les institutions de micro finance comme les ménages agricoles, subissent de plein fouet les effets pervers des risques liés à l'activité agricole et les conséquences d'une dégradation générale des conditions de production au cours des dernières années. Les mauvaises récoltes ont contribué à une dégradation de la capacité de remboursement des ménages agricoles. Cette situation crée d'énormes tensions entre les offreurs et demandeurs de crédit pendant la période de remboursement. Le système de financement reste très fragile et ne sécurise pas encore ni les offreurs ni les demandeurs de crédit, alors qu'il est vital pour soutenir la politique d'extension des terres aménagées initiée par le gouvernement malien.*

*Mots-clés : Mali, Office du Niger, exploitations agricoles, micro-crédit*

ABSTRACT - *In Mali as in most developing countries, farm credit which used to be offered by public development companies is now in the hands of*

---

\* Yénizié KONE, Agroéconomiste IER, Mali - Courriel : [koneyenizic@yahoo.fr](mailto:koneyenizic@yahoo.fr)

\*\* Betty WAMPFLER, Professeur, Agroéconomiste, CNEARC

Courriel : [betty.wampfler@cirad.fr](mailto:betty.wampfler@cirad.fr)

\*\*\* Jean François BELIERES, Agroéconomiste, IER/CIRAD Mali

Courriel : [jean-francois.belieres@cirad.fr](mailto:jean-francois.belieres@cirad.fr)

*private actors, among them microcredit institutions. However, the durability of these institutions still remains a major challenge, to be fulfilled with the production systems on which they rest. In the irrigated area of the Niger office, located 350 kilometers north of Bamako, the national capital of Mali, microcredit organisms as well as farm households are severely impacted by the perverse effects of risks linked with agricultural activities and the consequences of a widespread deterioration of the production conditions in recent years. Mediocre harvests have contributed to a decline in the loan reimbursement capacity of many farming households. This situation creates vivid tensions between credit providers and recipients during the repayment period. The financing system remains very fragile and does not offer yet security to loan providers and borrowers alike, even though it is vital to sustain the policy of extension of farmland initiated by the government of Mali.*

Key-words: *Mali, Niger Office, farms, microcredit.*

## Introduction

Au Mali, comme dans la plupart des pays en développement, les principales fonctions du secteur agricole ont été restructurées à partir des années 1980, suite à la libéralisation des économies. Le crédit agricole autrefois assuré par les sociétés publiques de développement a été désormais confié à des acteurs privés parmi lesquels les institutions de micro finance. Ces institutions jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans le fonctionnement des systèmes de production des exploitations agricoles familiales qu'elles ont contribué à faire évoluer. Cependant, la pérennisation de ces institutions reste encore un défi majeur à relever en liaison avec celle des systèmes de production sur lesquels elles reposent. C'est dans ce contexte de recherche d'une adaptation des services financiers durables à l'agriculture que s'insère la présente communication.

L'article s'appuie sur des enquêtes réalisées dans le cadre d'une thèse de doctorat auprès des principales institutions et des acteurs impliqués dans le financement de l'agriculture familiale dans la zone irriguée de l'Office du Niger au Mali. Le document contient deux parties. Une première a été consacrée à la caractérisation des systèmes de financement de l'agriculture familiale dans la zone d'étude, avec une perspective historique. Dans une seconde partie, sont analysées les évolutions de différents indicateurs de performance des deux principales institutions de micro finance en relation avec la dynamique des systèmes de production agricole au cours des 5 dernières années. Une conclusion fait la synthèse d'ensemble.

## **1. La caractérisation des systèmes de financement et de leur offre de crédit**

### ***1.1. Les institutions bancaires***

Au plan national, la Banque Nationale du Développement Agricole (BNDA) a toujours été la seule institution publique chargée de la promotion du crédit rural. Cette banque est l'institution publique de financement du monde rural au Mali. Elle a été créée en 1981 suite à la disparition de la Société de Crédit Agricole et d'Équipement Rural (SCAER) dans le but d'apporter son concours technique et/ou financier à la réalisation de tout projet qui serait de nature à promouvoir le développement rural au Mali. Elle a été agréée comme banque en 1982 et constitue aujourd'hui la deuxième banque du pays en encours de crédit (Koné and Coulibaly, 2000).

Les activités de la BNDA sont réalisées par un réseau de 20 représentations comprenant le Siège, 7 agences, 3 bureaux autonomes et 9 bureaux permanents. L'agence BNDA de la zone de l'Office du Niger a ouvert ses portes dans les années 1983, au début de la réhabilitation des terres rizicoles. Les producteurs, regroupés en associations villageoises (AV), bénéficiaient d'importants concours bancaires pour financer leurs besoins d'équipement (matériels de culture attelée et de post récolte) et de fonds de roulement (acquisition d'engrais et couverture des frais de main-d'œuvre). Ces fonctions de financement ont été reprises par la banque. Mais les risques liés au secteur agricole (émiettement de la clientèle, aléas climatiques, ambiguïté du statut juridique des exploitations agricoles) et les asymétries d'information ont fortement limité l'efficacité des crédits bancaires. En effet dès 1992, les montants d'impayés étaient évalués à plus de 2 milliards de FCFA (Koné, Dembelé et al. 1998). Cela a abouti à une distribution très sélective du crédit, avec une exclusion de certaines Associations Villageoises (AV) du bénéfice des prêts.

Dès 1994, elle changea de stratégie d'intervention, avec un retrait progressif du crédit direct, compensé par un investissement actif dans l'appui à la création d'institutions de micro financement dont le réseau des CVECA. Ainsi, depuis une dizaine d'années, la BNDA a établi, avec succès, un partenariat avec les institutions de micro finance qui jouent un rôle déterminant dans la distribution du crédit (Wampfler, 2002). Aujourd'hui la banque propose essentiellement des crédits intrants aux institutions de micro finance et AV pour l'achat des engrais essentiellement. Par cette voie, c'est annuellement plus d'un milliard de FCFA de crédit, qui est investi pour les crédits intrants. Cette ligne de crédit occupe la plus grande part des prêts par le biais du refinancement. Mais la banque exige pour les prêts individuels des garanties portant sur les équipements, le bétail et les titres fonciers. Les taux d'intérêt apparents sont négociables suivant les prêts et sont habituellement compris entre 8 -14% l'an.

## ***1.2. Les institutions de micro finance***

Dans la zone de l'Office du Niger, il existe trois réseaux de micro finance (Nyèsigiso<sup>1</sup>, FCRMD et CVECA) qui peuvent être regroupés dans deux modes d'organisation différents (Wampfler 2003). Les réseaux Nyèsigiso et FCRMD se réfèrent aux principes classiques du mutualisme, tandis que les CVECA s'inscrivent dans le modèle des caisses villageoises autogérées élaboré et diffusé par une ONG française, le CIDR, en Afrique de l'Ouest et du Centre.

### *Les caisses d'épargne et de crédit Nyèsigiso*

Créé en 1990 sur initiative de la Société de Développement International Desjardins (SDID) du Canada, Nyèsigiso est l'un des plus grands réseaux de type coopératif au niveau national. Il regroupe des institutions mutualistes ou caisses d'épargne et de crédit réparties sur les régions de Ségou, Koulikoro, le District de Bamako, les cercles de Kita et de Diré.

Il a été installé en 1992 en zone Office du Niger et compte 10 caisses dont une caisse centrale à Niono. Au niveau des caisses, l'assemblée générale élit ses différents organes : conseil d'administration de 9 à 15 membres représentant l'instance suprême de décision de l'institution, conseil de surveillance de 3 membres, comité de crédit de 3 à 5 membres. Ces organes qui se réunissent une fois par mois, ont pour rôle de prendre les décisions d'orientation. En plus, il y a les gérants, les caissiers et les gardiens dont le nombre varie en fonction de la taille de la caisse.

Au niveau de l'association des caisses de base ou union, chaque caisse est représentée par deux délégués qui élisent en assemblée générale les membres du conseil d'administration (15 membres), et des comités de crédit (15 membres), de surveillance (3 membres), de déontologie (3 membres). L'union est chargée des appuis institutionnels et organisationnels à travers un encadrement assuré par des bureaux régionaux et une direction générale.

Nyèsigiso propose principalement des services de crédits à destination de l'artisanat ou du petit commerce. Le tableau 1 donne les différents objets de prêt. L'innovation dans les offres de crédit porte sur les crédits de consommation et les avances de salaire pour les clients salariés. Pour les prêts, la garantie demandée correspond à 30% du montant sollicité.

---

<sup>1</sup> Nom local attribué au réseau mutuel d'épargne et de crédit, inspiré de l'expérience canadienne de la Société de Développement International Desjardins (SDID)

Nature	Objet financé	Taux d'intérêt apparent	Durée (mois)
Crédit consommation	Consommation	21% (21%) <sup>2</sup>	12
Crédit agricole	Intrants	16% (19,2%)	10
Crédit salarié	Salaire	21% (21%)	12
Crédit activités génératrices de revenus	Commerce	21% (21%)	12
Crédit social	Santé	9% (9%)	12
Crédit épargne éducation	Education	16,5% (33%)	6

**Tableau 1 - Nature des services financiers Nyèsigiso.**

Adapté de Wampfler 2003

Le réseau Nyèsigiso offre à ses membres quatre produits financiers classiques. Il s'agit de:

- l'épargne courante : elle vise à collecter l'épargne des membres pour son recyclage sous forme de crédit.
- l'épargne profit Nyèsigiso : elle a pour objectif la maximisation du rendement de l'épargne du membre. Aucun frais n'est lié à son administration. Sa durée est de 6 à 36 mois pour un montant minimum de 50.000 FCFA et le taux d'intérêt apparent est de 4 à 7,5%.
- le dépôt salaire Nyèsigiso: il est ouvert à toute entreprise désirant relier ses salariés à une caisse d'épargne et de crédit. Il a pour objectifs l'accroissement du volume d'épargne des caisses de base afin que celles-ci puissent offrir des services financiers aux membres et ainsi accroître ou atteindre la rentabilité.

Depuis quelques années, les activités de Nyèsigiso sont orientées vers la clientèle urbaine notamment les commerçants et petits artisans dans le but de diversifier la clientèle du réseau. C'est la principale différence entre cette caisse et les autres institutions de micro finance comme le réseau des caisses rurales mutualistes du Delta dont la clientèle est fondamentalement rurale.

#### *La Fédération des Caisses Rurales et Mutuelles du Delta (FCRMD)*

Créée en 1996, la FCRMD est une des principales institutions qui intervient dans le financement des ménages agricoles de l'Office du Niger. Elle est issue du Fonds de Développement Villageois mis en place par le gouvernement du Mali avec l'appui de la Coopération des Pays Bas, suite à la restructuration de l'Office du Niger en 1994. C'est à partir de 1995, que le désengagement de l'Office du Niger de la gestion directe du crédit a été compensé par l'option de transformation du Fonds de Développement Villageois (FDV) en caisses mutuelles. Ce fonds a été structuré en une fédération pour donner naissance à la (FCRMD), qui comprend cinq unions (Niono, Molodo, Ndébougou, Kouroumari et Macina) fédérées au niveau central et soixante deux caisses de base réparties de manière inégale sur l'ensemble de la zone de l'Office du Niger.

<sup>2</sup> Les chiffres entre parenthèse désignent le taux d'intérêt annuel ou encore le taux d'intérêt nominal : taux d'intérêt apparent divisé par la durée du prêt \*12.

Chacune des caisses de base a un conseil d'administration, un conseil de surveillance et un comité de crédit, tous démocratiquement élus en assemblée générale. Chaque conseil d'administration est composé d'un président, d'un vice président, d'un secrétaire général adjoint, d'un secrétaire à l'organisation, de deux commissaires aux comptes et de deux commissaires aux conflits.

Le conseil d'administration d'une caisse est son organe de gestion. Le conseil de surveillance est l'organe de contrôle ; il intervient aussi en cas de litige entre membres et dirigeants. Le comité de crédit s'occupe de l'octroi et du recouvrement du crédit.

Le réseau emploie actuellement 108 gérants (deux gérants par caisses). La direction technique de la fédération comprend 18 agents dont 16 bancaires. L'assistance technique ponctuelle est assurée par la coopération néerlandaise.

Pour assurer la bonne circulation de l'information à l'intérieur de son réseau, la FCRMD s'appuie sur une assemblée générale réunie une fois par an, et sur les réunions des agents de suivi avec les bénéficiaires. Le suivi des prêts se fait non seulement par le comité de crédit, mais aussi par l'agent de crédit et l'animateur présents dans chaque zone.

Les membres du réseau sont les sociétaires et personnes morales. Les frais d'adhésion sont fixés à 5 000 FCFA pour les sociétaires et de 2 000 FCFA par hectare pour les organisations paysannes. L'accès au crédit est subordonné à la satisfaction des conditions suivantes :

- être sociétaire à la caisse par la souscription d'une part sociale d'au moins 5 000 F CFA, et l'établissement d'un carnet de prêt ;
- être membre d'une organisation paysanne qui assure la caution solidaire ;
- constituer un dépôt d'épargne caution égal à 10 % du montant du crédit sollicité, qui augmentera chaque année de 10 % de façon à assurer au client l'autofinancement la dixième année.

Le réseau FCRMD propose plusieurs produits financiers à ses membres, des crédits de campagnes, des crédits pour activités génératrices de revenus ou d'équipement agricole.

Nature	objet financé	Taux d'intérêt apparent	Durée (mois)	Apport personnel
Crédit campagne	Intrant	12%(13%) <sup>3</sup>	3-11 mois	-
Crédit court terme	Commerce	24%(24-48%)	1-6 mois	-
Crédit moyen terme	Equipement	12%(4-6%)	2-3 ans	25-50%
Crédit long terme	Aménagement	9%(1,8%)	5 ans	—

**Tableau 2 - Nature des services financiers de la FCRMD.**

Source : enquête auteur

<sup>3</sup> Les chiffres entre parenthèse désignent le taux d'intérêt annuel



L'essentiel des crédits octroyés sont destinés au financement des intrants rizicoles. En effet, environ 80% des encours de prêts octroyés par les caisses sont utilisés pour financer la campagne agricole. Le reste des prêts est utilisé pour des crédits de très court terme (crédit petit commerce ou de consommation) et prêt à moyen terme pour l'achat de bœufs de labour ou d'équipements.

Les taux d'intérêt apparents appliqués sont fixés en fonction des taux d'intermédiation financière et du coût de fonctionnement du réseau. Pour les crédits de campagne, la garantie est donnée par l'association villageoise, les autres crédits étant négociés directement entre le bénéficiaire et les institutions financières.

En plus de ses propres fonds, la FCRMD gère également quelques lignes de crédit d'aménagement (fonds Agrobusiness de l'USAID) destinés aux grands entrepreneurs privés. Le réseau fournit le plus gros volume de crédit agricole, soit plus de 2 milliards de FCFA par an.

*Le modèle du Centre International de Développement et de Recherche des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées(CVECA)*

Le réseau des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées a démarré en août 1994 et s'est structuré à partir de 1995. Le maître d'œuvre du réseau est le Centre International de Développement et de Recherche (CIDR), la BNDA étant le maître d'ouvrage. Les principaux bailleurs de fonds du réseau sont constitués par l'Union Européenne, la Coopération allemande, et l'Agence Française de Développement pour la période 1994 - 2000.

Un Groupement d'Intérêt Economique (GIE), le Centre d'Appui aux Réseaux d'Epargne et de Crédit (CAREC), joue le rôle de service technique. Il regroupe les conseillers techniques chargés du suivi des caisses, de la formation et de l'appui conseil aux unions et aux caisses. Le CAREC appuie les caisses en difficultés, assure la gestion du refinancement avec la banque partenaire et intervient dans la représentation des caisses vis-à-vis des partenaires. Le réseau couvre plus de 120.000 personnes réparties dans 151 villages qui exploitent environ 45.000 hectares. C'est le deuxième plus grand réseau de l'Office du Niger avec 51 caisses regroupées en trois Unions de caisses, autonomes les unes par rapport aux autres (Union du Macina, Union du Kouroumari et Union du Kalari ou Kala inférieur regroupant les zones de Niono, Ndébougou et Molodo).

La gouvernance du réseau se base sur un dispositif comprenant un organe de gestion et un réseau d'information. L'organe de gestion comprend : l'Assemblée Générale des membres, le Comité de gestion comprenant 13 personnes, le contrôleur, deux caissiers et deux animateurs. Le contrôleur, les caissiers et les animateurs, ne sont pas membres du comité de gestion mais des bénévoles de l'association qui ne reçoivent de l'intéressement qu'en fin d'année, dans le cas où l'exercice est bénéficiaire.

Le Réseau d'information s'appuie sur deux canaux pour véhiculer l'information : il s'agit de l'Assemblée Générale, et du comité de gestion qui assure également le comité de suivi des prêts. Les besoins en prêt sont adressés aux caissiers qui

transmettent les demandes au comité de gestion. Celui-ci, après analyse, décide de la mise en place des crédits, avec un rappel d'échéance un mois avant la date de la première échéance.

Les conditions d'adhésion dépendent du statut de l'adhérent (personne physique ou morale). Pour les chefs de familles, le droit d'adhésion est fixé à 2 500 FCFA contre 1 000 FCFA pour les dépendants âgés de 18 à 55 ans. Pour les autres adhérents le choix est facultatif. Pour les personnes morales comme les associations Villageoises (AV) le droit d'adhésion initial de 50 000 FCFA a été multiplié par 10 soit 500 000 FCFA. Par contre celui de groupements a baissé de 100 000 FCFA à 50 000 FCFA.

Il existe deux types de prêts au niveau des CVECA, les crédits individuels et les crédits collectifs. Pour bénéficier du crédit il faut au préalable avoir épargné au moins 10% du montant demandé. Pour le crédit intrant, il faut que le sociétaire constitue dans la caisse un dépôt préalable de 10 à 20% du montant demandé. Le délai minimum d'éligibilité au crédit est de trois mois au moins. Par ailleurs les montants d'impayés ne doivent pas excéder 2%. La seule garantie exigée est la caution morale du chef de famille. Si celle-ci n'existe pas, certains moyens de déplacement comme la moto ou la bicyclette sont acceptés.

Les principaux types de crédit proposés par les CVECA sont présentés dans le tableau 3. Pour chacun des prêts, à côté des taux d'intérêts apparents, sont également mentionnés les taux d'intérêt réellement appliqués. Les taux d'intérêt réels sont parfois très élevés car dépassant le taux d'intérêt plafond autorisé par la banque centrale de 27%.

Objet financé	Taux d'intérêt apparent	Durée (mois)	Modalités de remboursement
Riziculture	12%(14%) <sup>4</sup>	10 mois	En une fois à la récolte
Maraîchage	20-30%(24-30%)	10-12 mois	En une fois à la récolte
Commerce	2 - 4% mois (24-48%)	1 -10 mois	En une fois
Embouche	2%/mois (24%)	3-10 mois	En une fois
Equipement agricole	15 %(15%)	1 an	En une fois

**Tableau 3 - Type de crédits proposés par les CVECA.**

Adapté de Wampfler 2003.

Les échéances de remboursement sont fixées à la récolte pour les crédits intrants. Une garantie est exigée pour l'acquisition des crédits soit auprès de l'association villageoise ou à travers un dépôt d'épargne. Pour la riziculture la garantie est donnée par l'AV ou par une épargne bloquée correspondant à 10 % du montant sollicité.

<sup>4</sup> Les chiffres entre parenthèse désignent le taux d'intérêt annuel réel appliqué par l'institution

Objets de crédits	1997	1998	1999	2000
Riziculture	73	62	60	64
Commerce	21	30	33	29
Maraîchage	3	4	3	3
Embouche	1	1	1	1
Equipement	1	2	3	1
Autres	0	1	0	2

**Tableau 4 - Répartition des crédits par objet en pourcentage**

(Wampfler 2003)

Les prêts sont dominés par les crédits intrants rizicoles (plus de 60% en moyenne), le reste étant constitué de crédits à très court terme. Chaque caisse villageoise est responsable de l'évaluation personnalisée des besoins en intrants, évaluation réalisée à partir d'une fiche de demande standardisée. La caisse transmet l'ensemble des demandes à l'union puis aux services techniques (CAREC) qui valident ces demandes avant de les transmettre à l'agence BNDA pour refinancement.

Trois types d'épargne sont rencontrés dans les caisses CVECA. Il s'agit du :

- dépôt à vue (DAV) : sans intérêt;
- dépôt à terme (DAT) : intérêt de 5% ;
- DAT-Pari : est un nouveau produit financier initié par les caisses CVECA en vue d'encourager l'épargne. C'est une sorte de « pari » traditionnel, cotisations hebdomadaires ou mensuelles d'un minimum de 250 FCFA. Ce DAT est rémunéré au taux de 2,5 à 5 %.

En guise de synthèse, l'essentiel du crédit aux ménages agricoles est l'œuvre des institutions de micro financement par intermédiation financière avec la BNDA. Les activités de crédit des institutions de micro finance sont dominées par les crédits intrants agricoles qui concentrent suivant les années plus de 70% des encours de crédit. Le remboursement de ces crédits dépend fortement de la configuration de la campagne rizicole. Dans la partie suivante nous présentons sa dynamique au cours des dernières années.

## **2. La dynamique du système de financement entre 2001 et 2005**

Les tableaux 5 et 6 permettent d'illustrer l'évolution des principaux indicateurs de performance des institutions. Cette démarche a pour objet de retracer le profil des principaux indicateurs du système de crédit en vue d'apprécier sa dynamique. Il s'agit du nombre de caisses d'épargne installées dans les villages, du nombre d'adhérents, des taux de remboursement, du nombre et des volumes de crédits en souffrance. Ces indicateurs ont été évalués pour les deux principales institutions de micro financement (FCRMD, CVECA) pour lesquelles des données chiffrées sont disponibles.

### ***2.1. La forte pression sur le crédit par accroissement du nombre d'adhérents.***

Les résultats mettent également en évidence un intérêt croissant des ménages agricoles pour les institutions de crédit. Ceci s'explique par l'augmentation du

nombre d'adhérents à ces institutions. Entre 2001 et 2005, le nombre de membres s'est régulièrement accru : 17% pour les CVECA et 13% pour la FCRMD.

Indicateur	IMF <sup>5</sup>	2001	2002	2003	2004	2005	Taux (%)
Nombre de caisses	FCRMD	61	61	61	61	61	0
	CVECA	51	51	51	50	50	-2
	Nyèsigiso	10	10	10	10	10	0
	Total	122	122	122	121	121	-1
Nombre adhérents	FCRMD	15 526	16 608	16 880	17 488	17 575	13
	CVECA	23 689	25 175	26 290	26 819	27 773	17
	Nyèsigiso	nd	nd	nd	nd	nd	nd
	Total	39 215	41 783	43 170	44 307	45 348	15

**Tableau 5 - Évolution du nombre de caisses et d'adhérents**

Le nombre de caisses par institution financière a été stabilisé au cours de la période 2001-2005.. Cette situation tranche radicalement avec 1994, période d'installation des caisses durant laquelle les deux institutions se sont livrées à une concurrence acharnée pour l'occupation des villages. Il y eut même une duplication de ces institutions dans certains villages, contribuant à des distributions de crédits fictifs préjudiciables au bon fonctionnement du système de crédit.

Aujourd'hui c'est une autre dynamique qui a émergé, celle de la concertation et de la maîtrise du risque. C'est dans ce sens que les institutions financières de la zone se sont associées pour créer une centrale de risque en vue d'une meilleure gestion de l'information et des risques encourus.

## **2.2. L'augmentation du nombre de crédits en souffrance et des impayés**

Le tableau 6 montre que les principaux indicateurs de performance des institutions de micro finance se sont dégradés au cours des cinq dernières années.

Cette dégradation réside dans l'augmentation du nombre de crédits en souffrance et des volumes d'impayé. Le taux de remboursement continue également à décroître par rapport à leur niveau de 98% des années 2001. Les niveaux des indicateurs illustrent une situation très préoccupante quant à l'avenir du financement des ménages agricoles dans la zone de l'Office du Niger. La situation du financement s'est fortement dégradée au cours des cinq dernières années, entraînant la fragilisation des acteurs et des risques pour la pérennisation du crédit.

<sup>5</sup> Institution de micro finance

Indicateurs	IMF	2001	2002	2003	2004	2005	Taux (%)
Fonds propres (millions FCFA)		600	622	648	374	675	
	FCRMD						13
	CVECA	337	444	444	486	450	34
	Ensemble	937	1 066	1 092	860	1 125	23
Encours moyen annuel crédit (millions FCFA)		2 200	2 500	2 800	2 500	3 100	
	FCRMD						41
	CVECA	1 161	1 114	1 237	1 539	1 612	39
	Ensemble	3 361	3 614	4 037	4 039	4 712	40
Volume de crédit octroyé (millions FCFA)		2 600	3 100	2 683	2 385	2 500	
	FCRMD						-4
	CVECA	1 696	1 682	1 712	1 742	1 786	5
	Ensemble	4 296	4 782	4 395	4 127	4 286	1
Encours de dépôts (millions FCFA)		567	928	1 080	1 019	675	
	FCRMD						19
	CVECA	498	493	476	465	434	-13
	Ensemble	1 065	1 421	1 556	1 484	1 109	3
Taux de remboursement à 90 jours		98%	98%	96%	95%	97%	
	FCRMD						-1
	CVECA	98%	98%	98%	96%	95%	-3
	Ensemble	98%	98%	97%	96%	96%	-2
Nombre de crédits en souffrance		1 320	885	878	629	715	
	FCRMD						-46
	CVECA	470	1 168	1 221	2 139	2 782	492
	Ensemble	1 790	2 053	2 099	2 768	3 497	223
Volume crédit en souffrance (millions FCFA)		33	135	176	489	200	
	FCRMD						506
	CVECA	26	72	68	110	137	421
	Ensemble	59	207	244	599	337	464
Montant en souffrance (milliers FCFA/crédit)	Ensemble	33	101	116	216	96	192

**Tableau 6 - Evolution des indicateurs de performance des deux principales IMF**

Source : Enquêtes auteur

### ***2.3. La fragilisation des ménages agricoles et des institutions financières***

Les difficultés de remboursement des crédits de campagne ont amplifié les difficultés d'accès au crédit pour les ménages. La cause majeure a été la mauvaise récolte enregistrée par les exploitants rizicoles en 2003/2004 par suite de l'abondance des pluies. Les fortes pluies ont contribué à l'engorgement des canaux d'irrigation et à l'évacuation des fertilisants dans les drains de vidange. Le

phénomène semble avoir été amplifié par la dégradation des conditions d'entretien des canaux. De même, la pullulation de parasites a augmenté les attaques et provoqué la mort de beaucoup de plants de riz. Cette situation a entraîné une baisse de la production et a fragilisé beaucoup de ménages, incapables de rembourser les crédits contractés. Tous les systèmes financiers de la zone ont subi les effets de cette mauvaise récolte et ont dû faire face à une dégradation des taux de remboursement. Les difficultés de remboursement des crédits ont eu pour conséquences la mise en place tardive des engrais pour l'année 2004/2005. En effet, l'appel d'offre coordonnant l'achat des intrants pour la zone a été retardé jusqu'en juin 2004, ce qui a favorisé la spéculation et une augmentation substantielle des prix des engrais.

Par ailleurs deux facteurs exogènes, (l'augmentation des cours du pétrole brut et la persistance de la crise ivoirienne) ont contribué au renchérissement des prix des engrais. L'augmentation du prix du pétrole a grevé les coûts de production à l'usine. La crise ivoirienne quant à elle a rendu le transport des engrais plus difficile et plus coûteux en raison de l'insécurité. Du fait de la forte concentration des portefeuilles de crédits sur les activités agricoles, les institutions de crédit ont subi de plein fouet les conséquences de la dégradation des conditions de production avec une augmentation des crédits en souffrance.

Les entretiens réalisés lors d'enquêtes complémentaires (Wampfler and Koné, 2006) montrent que le ménage agricole familial de la zone de l'Office du Niger hiérarchise ses décisions de remboursement des différents prêts contractés (redevance, intrants...etc.). Dans cette hiérarchisation les prêts des institutions financières ne sont remboursés qu'en quatrième priorité.

L'exploitant choisit en priorité de couvrir les besoins de consommation de sa famille et d'assurer le paiement de la redevance eau (qui conditionne l'accès à la terre pour la campagne suivante) ; la troisième priorité est le remboursement des crédits usuriers et enfin seulement le remboursement des crédits intrants des institutions financières. Cette hiérarchisation des priorités des exploitations familiales entraîne une fragilisation des institutions financières en mauvaise année agricole.

Cette crise remet en évidence les trois facteurs majeurs qui contribuent à une forte fragilité des exploitations agricoles de la zone de l'Office du Niger:

- les risques liés à la monoculture du riz;
- les difficultés de réorganisation de la gestion des services nécessaires à la production agricole (gestion de l'eau, organisation de l'accès aux intrants) dans un contexte de désengagement de l'Etat;
- la pression sociale et économique pesant sur les ménages d'une zone considérée comme prospère dans un environnement national en situation de grande précarité. Cette pression se traduit par un processus de redistribution sociale des revenus des exploitations qui pèse lourdement sur la capacité d'accumulation des ménages agricoles.

Au final, on assiste à une dégradation des conditions de production dans la zone. Les mauvaises récoltes de riz se traduisent par une fragilisation de l'ensemble des

acteurs du système de production que constituent les offreurs et les demandeurs de services financiers.

## Conclusion

L'analyse de l'offre de crédit a permis de faire un diagnostic de l'état du financement dans la zone de l'Office du Niger. L'offre de crédit est assurée essentiellement par trois institutions de micro financement (FCRMD, CVECA, Nyèsigiso) avec l'appui de la BNDA, principale institution bancaire du financement agricole du pays, sous forme de refinancement. L'offre de crédit est centrée sur le seul crédit intrant agricole de campagne qui engendre 60 à 80% du portefeuille des prêts suivant les années.

La demande de crédit et le nombre d'adhérents continuent de croître d'année en année. Cependant malgré sa vitalité, le système de financement se fragilise en raison de dégradation des taux de remboursements d'une part et de l'augmentation des volumes des crédits en souffrance d'autre part. Les institutions financières, comme les ménages agricoles, subissent de plein fouet les effets des risques liés à l'activité agricole (mauvaise campagne agricole 2003-2004). Les mauvaises récoltes ont contribué à la dégradation de la capacité de remboursement des ménages agricoles. Cette situation a créé d'énormes tensions entre les offreurs et demandeurs de crédit pendant la période de remboursement. Compte tenu de la vitalité du crédit aux ménages agricoles notamment l'accroissement de la demande du crédit face à une fragilisation des institutions de financement, il sera nécessaire d'engager une réflexion avec tous les acteurs sur une politique d'assurance qui sécurise le financement de l'agriculture. Le second défi a trait à la modernisation des exploitations agricoles aux équipements vieillissants. Les crédits actuels étant centrés sur le soutien à la trésorerie du ménage, le défi à relever est : comment financer l'investissement durable? Pour faire face à ces défis, le rôle de l'Etat est plus que jamais primordial. Il s'agira dans un premier temps de mettre en place une politique de sécurisation des institutions de financement dans la zone face aux risques éventuels liés aux aléas climatiques et autres facteurs sociaux. Ensuite il faudra résoudre la question du financement de l'investissement agricole qui ne peut être assuré durablement par les seules institutions de micro financement.

## Bibliographie

- KONÉ Y. and COULIBALY D., 2000 – « Perception des acteurs sur la gestion de la fertilité des sols. »
- KONÉ Y., DEMBÉLÉ I. & al., 1998 - *Organisation et contraintes des systèmes d'approvisionnement des producteurs ruraux en engrais dans les zones d'encadrement de la CMDT et de l'Office du Niger*. Niono, IER/ESPGRN.
- WAMPFLER B., 2002 - *Financement durable de l'agriculture en Afrique de l'Ouest*. Dakar, CIRAD.
- WAMPFLER B., 2003 – « Coordination et pérennisation des services liés au financement de l'agriculture familiale dans la zone Office du Niger (Mali) ». Montpellier, CIRAD-URDOC, 66 p.